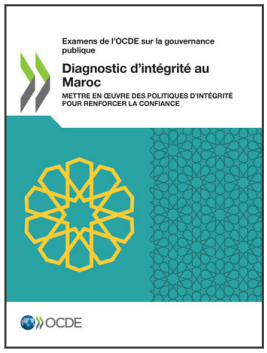
Abréviations et acronymes

AMDH	Association Marocaine des Droits de l'Homme
AMDIE	l'Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations
AMJI	Association Marocaine du Journalisme d'Investigation
AMMC	Autorité Marocaine du Marché des Capitaux
BAFD	Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur
BIAC	*The Business and Industry Advisory Committee to the OECD* Comité Consultatif du commerce et de l'industrie auprès de L'OCDE
CAJAC	Centre d'Assistance Judiciaire sur la lutte contre la corruption
CAS	Comptes d'Affectation Spéciale
CCAGT	Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des travaux
CCAGT OMU	Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux prestations d'études et de maîtrise d'œuvres
CCI	Chambre de Commerce Internationale
CEDH	Convention Européenne des Droits de l'Homme
CGEM	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CIPFA	*Chartered Institute of Public Finance and Accountancy*
CJD	Centre des Jeunes Dirigeants
CMF MENA	Centre for Media Freedom in the Middle East and North Africa
CNEA	Comité National pour l'Environnement des Affaires
CNCP	Commission nationale de la Commande Publique
CNUCC	Convention des Nations Unies Contre la Corruption
CSC	Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE
CSPJ	Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire
CST	Comptes Spéciaux du Trésor
DoJ	*Department of Justice* Ministère de la Justice
DMP	Décret sur les Marchés Publics

FBAR	*Foreign Bank Account Reporting*
FBI	*Federal Bureau of Investigation*
FCMCIS	Fédération des Chambres Marocaines du Commerce, de l'Industrie et des Services
FIDH	Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme
FIFA	Fédération Internationale de Football Association
FF	Formation de Formateurs
FMI	Fonds Monétaire International
FNBT	Farine Nationale de Blé Tendre
G20	*Group of Twenty*
GAFI	Groupe d'Action Financière
GFP	Gestion des Finances Publiques
GID	Gestion Intégrée des Dépenses
GOPAC	*Global Organisation of Parliamentarians Against Corruption*
	Organisation mondiale des parlementaires contre la corruption
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
GRH	Gestion des Ressources Humaines
HACA	Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle
HATVP	Haute Autorité pour la Transparence dans la Vie Publique
HCP	Haut Commissariat au Plan
HFB	Hauts Fonctionnaires du Budget
HRW	*Human Rights Watch*
IBI	Institutions Budgétaires Indépendantes
IBP	Partenariat Budgétaire International
ICPC	Instance Centrale de Prévention de la Corruption
IFAC	*International Federation of Accountants*
IGF	Inspection Générale des Finances
IGM	l'Inspection Générale des Ministères
IMA	Institut Marocain des Administrateurs
INPLCC	Instance Nationale de Probité et de Lutte Contre la Corruption
INTERPOL	*International Criminal Police Organisation*
IPC	Indice de Perception de la Corruption
IREX	*International Research & Exchanges Board*
IRS	*Internal Revenue Service*

ISC	Institutions Supérieures de Contrôle
LF	Loi de Finances
LOF	Loi Organique relative à la loi de Finances
MAGG	Ministère chargé des Affaires Générales et de la Gouvernance
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MENA	*Middle East and North Africa* Moyen-Orient et Afrique du Nord
MIICEM	Ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie Numérique
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OGP	*Open Government Partnership*
OGPR	*Office of Government Procurement Review*
ONG	Organisations Non-Gouvernementales
ONUDC	Office des Nations unies contre la Drogue et le Crime
OSC	Organisations de la Société Civile
OSCE	*Organisation for Security and Cooperation in Europe*
OPJ	Officiers de la Police Judiciaire
OSPJ	Officiers Supérieurs de la Police Judiciaire
PCN	Point de Contact National
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNDP-ACIAC	*United Nations Development Programme - Anti-Corruption and Integrity in the Arab Countries* Programme des Nations Unies pour le Développement - l'Intégrité et la Lutte contre la Corruption dans les Pays Arabes
PPS	Public Procurement Service
REMDI	Réseau Marocain pour le Droit à l'Information
RMDBP	Réseau Marocain de Défense des Biens Publics
RSE	Responsabilité Sociale des Entreprises
RSF	Reporters Sans Frontières
SEGMA	Services d'État Gérés de Manière Autonome
SNLCC	Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption
TGR	Trésorerie Générale du Royaume
TI	Transparency International
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication

TPME	Très Petites et Moyennes Entreprises
TPSGC	Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne
UNESCO	*United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation* Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
USF	Unités du renseignement financier
WKStA	Austrian State Prosecutor against white collar crime and corruption *Wirtschafts- und Korruptionsstaatsanwaltschaft*



Extrait de :

Diagnostic d'intégrité au Maroc

Mettre en œuvre des politiques d'intégrité pour renforcer la confiance

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/9789264302693-fr

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Abréviations et acronymes », dans *Diagnostic d'intégrité au Maroc : Mettre en œuvre des politiques d'intégrité pour renforcer la confiance*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/9789264302693-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.